



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 26 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OXYANE

76 avenue de Marboz
BP 7130
01000 Bourg-en-Bresse

Références : CL/CL/2023/M_41
Code AIOT : 0005401578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement OXYANE, sis à Mâcon (71000), 45 quai Jouffroy d'Abbans, zone portuaire sud. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le retour d'expérience accidentologique permet de constater que les accidents concernant les silos (céréales, biomasse, etc.) sont récurrents, notamment ces dernières années. En France, sur la période 2020-2022, on dénombre ainsi 113 événements (hors déchets) concernant des échauffements de silos (de céréales ou de bois principalement) ou des départs d'incendie sur des équipements connexes. L'évolution du nombre d'événements sur les trois dernières années laisse entrevoir un regain d'événements sur ces installations. C'est pourquoi le Gouvernement a décidé d'orienter l'action de l'inspection pour l'exercice 2023 sur les mesures de prévention des incendies pouvant survenir dans ces installations. L'inspection objet du présent rapport s'inscrivait dans le cadre de cette action nationale.

Elle visait également à apprécier la qualité et la pertinence des mesures engagées par

l'exploitant suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 avril 2023 subséquent au sinistre survenu dans ses installations le 28 octobre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Raison sociale : OXYANE

Régime : Autorisation

Adresse : Mâcon (71000), 45 quai Jouffroy d'Abbans, zone portuaire sud

Statut Seveso : Non Seveso

Code AIOT : 0005401578

IED : Non

La société OXYANE exploite, sur son site de Mâcon, un ensemble de silos dédiés au stockage de céréales. Les installations sont régulièrement autorisées par arrêté préfectoral n° 99/2959/2-2 du 06/09/1999.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mesures de prévention des incendies ;
- prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 avril 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
3	Vérification après travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
8	Entretien et maintenance	Arrêté Préfectoral du 06/09/1999, article 10	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 11/04/2023	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 11/04/2023, article 1er	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
5	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
6	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
7	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris la mesure de l'accident survenu dans ses installations le 22 octobre 2022. Conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 avril 2023, il s'est employé à mettre en place des mesures de protection et de prévention adaptées au silo n° 4. Il y a lieu de considérer que, ses prescriptions honorées, cet arrêté de mise en demeure a été respecté.

2-4) Fiches de constats

(pages suivantes)

N° 1 : Prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 11/04/2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/04/2023, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Barrières techniques de sécurité propres au silo n° 4
Prescription contrôlée : La société OXYANE (...) est mise en demeure (...) de respecter : I – Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 susvisé en mettant en place les mesures de protection adaptées au silo n° 4 et aux produits qu'il contient, permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation ; II – Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 susvisé en mettant en place les mesures de prévention adaptées au silo n° 4 et aux produits qu'il contient, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion.
Constats : Pour répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant a déployé ou renforcé, dans des délais très raisonnables, des mesures de protection, destinées à diminuer les conséquences d'une explosion d'un nuage de poussières ou d'un incendie, comme des mesures de prévention, permettant de réduire la probabilité d'occurrence de ces événements redoutés. Parmi les mesures de protection, on citera la mise en place originale d'évents sur l'élévateur de la tour, la fermeture des cellules BGH (silo 4), la réfection du découplage séparant la tour et le ciel de stockage du silo 4. Parmi celles de prévention, on mentionnera l'intervention d'un prestataire équipé d'outils d'examen thermique désormais programmée après chaque campagne ainsi que la mise en place d'une maintenance prédictive.
Observations : Les opérations de maintenance prédictive mériteraient d'être décrites dans une procédure dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite (levée de mise en demeure)

N° 2 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : 1.- L'installation est exploitée sous la surveillance du responsable de site dont le titulaire a été nommé en juillet 2022. Sa fiche de poste mentionne qu'il est le responsable de l'activité du silo, qu'il est garant de l'application des règles de sécurité propres aux installations et qu'il est en charge du suivi administratif notamment vis-à-vis du statut ICPE. <u>Commentaire de l'inspection :</u> la fiche de poste présentée en séance se veut très générique, applicable sur l'ensemble des silos du groupe, sans en marquer les spécificités comme à Mâcon par exemple avec la présence d'un séchoir.

<p>2.- Sur l'ensemble du personnel en poste à Mâcon, trois personnes ont été formées à la conduite du séchoir et à sa sécurité : l'adjoint au responsable de site, une coordinatrice et un opérateur. Pas le responsable de site. Selon le plan de formation, il le sera courant du premier semestre 2024.</p> <p><u>Commentaire de l'inspection</u> : Il est anormal que le responsable du site, dont l'une des missions consiste à en assurer la sécurité, ne soit pas formé aux risques particuliers liés à son établissement dont ceux du séchoir. La procédure n° 21 relative à la conduite à tenir en cas d'incendie de séchoirs est sans ambiguïté sur ce point : « L'ensemble des opérations est à mener sous la responsabilité du chef de site. En cas de situation non maîtrisable, prévenir immédiatement les services de secours ».</p> <p>Demandes de compléments :</p> <p>1.- La fiche de poste doit être plus finement adaptée aux risques et aux spécificités des installations. Une révision de cette fiche sera transmise à l'inspection avant le 31/06/2024 ;</p> <p>2.- Les attestations de formation du responsable relatives à la conduite et la sécurité du séchoir devront être communiquées à l'inspection avant le 31/06/2024.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
--

N° 3 : Vérification après travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une procédure et une consigne ont bien été mises en place pour assurer la remise en service des installations après incident (consigne n° 3 et procédure n° 10). Celles-ci paraissent très généralistes et peu développées.</p> <p>L'exploitant doit développer davantage ces consignes de sécurité et ces procédures d'exploitation au regard des spécificités des équipements du site. L'inspection a bien noté que la refondation du système qualité, vers une version plus solide et étayée, pilotée par la responsable SSE, était envisagée.</p> <p>Le planning de déploiement de ce nouveau système sera transmis au plus tard le 30/06/2024.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'examen de plusieurs permis de feu établis récemment par l'exploitant n'appelle pas de remarques particulières à l'exception qu'ils peuvent laisser penser que la remise en fonctionnement du système de détection après intervention n'a pas été réalisée (cases non cochées).
Observations : L'exploitant veillera à améliorer la qualité de ses enregistrements sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : (...) Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. (...)
Constats : Suite au sinistre du 28 octobre 2022, l'exploitant a lancé un audit de performance du système de dépoussiérage de ses installations. Les pistes d'amélioration auxquelles il a donné lieu ont amené l'exploitant à procéder à plusieurs modifications réalisées en 2022 et 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : (...) Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.(...) L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.(...)
Constats : L'examen du rapport n° BD.23.7755437134.D006 du 06/10/2023 sur la conformité des installations

électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 dresse une situation sans anomalie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande

Prescription contrôlée :

(...) Les transporteurs à bande sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

Suite au sinistre du 28/10/2022, la sangle de l'élévateur du silo n° 4 a dû être remplacée. Le fournisseur de la nouvelle (4B France) a attesté qu'elle était conforme au standard européen UNI-ISO-DIN, notamment à l'ISO 340 (résistance à la flamme) et à l'ISO 284 (antistatique).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/1999, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des poteaux d'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires (...) à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. (...)

Constats :

L'exploitant a mis en place un suivi des contrôles des équipements de sécurité dont font partie les poteaux d'incendie. Ce suivi est assuré au moyen d'un enregistrement, l'imprimé 22 bis qui, pour les poteaux d'incendie, fait état d'un contrôle externe tous les ans.

Plusieurs remarques :

- 1.- l'imprimé 22 bis ne distingue pas les différents poteaux d'incendie présents sur le site ;
- 2.- cinq poteaux d'incendie répartis autour de l'établissement ont été identifiés par l'exploitant. Cependant, il n'est pas certain de ceux qui peuvent être effectivement engagés dans la lutte contre un incendie ;
3. - l'imprimé 22 bis évoque la réalisation d'un contrôle externe annuel dont le rapport est établi par la mairie. Cependant, l'exploitant précise que ce contrôle n'est pas annuel mais triennal puis ajoute qu'un contrôle fonctionnel est programmé tous les ans. Il apparaît que ce contrôle n'est ni défini ni enregistré.

L'exploitant remettra de l'ordre dans sa politique de défense extérieure contre l'incendie. Il définira les modalités du contrôle fonctionnel annuel et en assurera la traçabilité. Il clarifiera en lien avec le SDIS les moyens qui peuvent être effectivement engagés dans la lutte contre un incendie. Le cas échéant, il mettra à jour son plan d'intervention.

Type de suites proposées : Susceptible de suites